

“Il faut un gouvernement d'union nationale”



François Bayrou

Si le président du MoDem justifie son vote de 2012 par les “dérives” et le “délitement” du précédent quinquennat de Sarkozy, il n'en prédit pas moins que Hollande “ne pourra tenir durablement”. Et en appelle à la “responsabilité” de Juppé, Fillon et... Valls pour “s'asseoir à la même table”.

Pensez-vous que Hollande puisse reconquérir l'opinion ?

À ce niveau d'impopularité, c'est très difficile. Et d'abord parce que l'impopularité de François Hollande ne provient pas principalement d'une antipathie, mais du sentiment de grand décalage entre la parole cent fois répétée et le réel, sur lequel cette parole ne semble avoir aucune prise. Et tout cela, sans que le pouvoir ait connu de véritable “coup dur”...

Et si ce “coup dur” dont vous parlez arrivait ?

Sans soutien populaire et avec une majorité divisée, tout accident sera très grave pour le gouvernement. La division de la majorité, qui se durcit sous nos yeux, est une division sur le fond : deux courants antagonistes, un pôle social-libéral autour de Manuel Valls et un pôle de gauche plus radical, les “frondeurs”, la majorité des écologistes, jusqu'au Front de gauche, Mélenchon et le PC. Ce pôle cherche

son leader, et Montebourg fait acte de candidature.

La nomination de Valls signe-t-elle donc la fin de l'union de la gauche en France ?

L'année 2014, c'est la fin de l'union de la gauche commencée en 1971. Il n'y aura plus jamais une gauche unie sur fond d'idéologie marxiste, ainsi que le voulut Mitterrand. La “guerre des deux gauches” a commencé et ne va faire que s'amplifier. Au moins le pays y voit-il plus clair !

Vous vous montrez sévère vis-à-vis du pouvoir actuel, pourtant, en votant Hollande en 2012, vous l'avez favorisé...

J'ai voté Hollande en 2012 en raison des dérives du pouvoir précédent, qui s'étaient aujourd'hui à la une des journaux : un délitement de l'intérieur du civisme élémentaire qui est le ciment d'un pays. Et aussi parce que Nicolas Sarkozy avait choisi d'attiser la division

du pays. Il n'y a pas pire danger en temps de crise. Mais j'avais aussi annoncé que ce serait l'heure de vérité pour la gauche, que son programme était intenable et qu'il lui faudrait très vite changer de cap. C'est fait. L'effondrement de l'idéologie de la gauche devant la réalité est une bonne nouvelle pour tous ceux qui détestent les illusions mensongères. Encore faudrait-il que le réel change, et c'est sur ce point que tout achoppe.

Pensez-vous que Hollande puisse se maintenir au pouvoir jusqu'à la fin de son mandat ?

Lorsque la situation du pays devient critique et qu'un pouvoir n'a plus de soutien, je ne crois pas qu'il puisse tenir durablement.

Que risque-t-il de se passer ?

Le moment viendra où la clarification deviendra inéluctable, et le pays dira : “Ça ne peut pas durer...” Or il y a, selon moi, pour François Hollande, trois clarifications possibles : la démission, *a priori* impossible, le référendum, qu'il perdrait, ou la dissolution, à laquelle il se trouvera peut-être contraint.

Dans le cas où aucune de ces trois “clarifications” n'aurait lieu, pensez-vous qu'il existe un risque de troubles graves dans le pays ?

Quand la situation économique et sociale est dégradée et la situation politique bloquée, les crispations sont inévitables. Mais il est trop tôt pour savoir quelles formes ces crispations peuvent prendre. On a vu les “indignés” en Espagne, on a vu les manifes-

tations en Grèce, les “bonnets rouges” en Bretagne. La perte irrémédiable de confiance dans le pouvoir peut aboutir à ce genre de mouvements...

Sommes-nous entrés dans un tel processus ?

Certains pensent que tout peut durer sans que rien ne change. Ce n'est pas mon sentiment. Nous avons un déficit du commerce extérieur de 70 milliards, 5 millions de chômeurs, donc 10 millions de Français touchés par le chômage, aucune perspective d'amélioration notable de nos finances publiques... Il faut sans cesse avoir cela en tête : notre pays est obligé d'emprunter plus de un milliard d'euros par jour ouvrable pour payer ses charges ! Alors, oui, nous sommes dans une situation inquiétante et qui n'a cessé de s'aggraver ces quinze dernières années.

Mais on a eu les “bonnets rouges”, et, finalement, tout le monde est rentré à la maison...

La question, c'est en effet de trouver un débouché politique à une situation de dégradation généralisée.

Au sein de l'UMP, qui vous a soutenu à Pau, comme chez vos alliés de l'UDI aux européennes, nombre d'élus et d'électeurs ne vous pardonnent pas votre choix de 2012. Que pouvez-vous leur dire pour les rassurer ?

Je n'ai pas à rassurer. J'ai travaillé sans problème avec la droite républicaine française pendant des années. Simplement, quand mon pays s'est trouvé confronté à des dévoiements sans précédent et qui le mettaient en danger, moralement et dans son unité, je l'ai dit. Je l'ai même écrit. Et, ces dévoiements s'aggravant, j'ai fait les choix civiques nécessaires. Les critiques les plus vives contre Nicolas Sarkozy aujourd'hui viennent de son propre parti. Comment se fait-il, alors qu'il était au pouvoir, que personne, parmi ceux qui évidemment savaient, n'ait rien dit ? Moi, je ne me suis pas dérobé.

Vous parlez d'incivisme et des affaires qui minent l'UMP. Pour certains électeurs de droite, la situation économique du pays dont est responsable la gauche est plus importante que le dévoiement de certains à droite...

Je ne crois pas du tout que la gauche soit “responsable” de la situation éco-

“Le moment viendra où la clarification deviendra inéluctable, et le pays dira : ‘Ça ne peut pas durer.’”

François Bayrou

nomique du pays. Elle n'a pas fait ce qu'il fallait pour sortir de la dégradation continue qui dure depuis peut-être quinze ans. Mais elle ne l'a pas créée. Pour le reste, l'effondrement moral d'un pays est plus grave que toute autre chose. Je me suis formé avec Péguy. Croyez-vous qu'on pourrait aller devant Péguy et lui dire : “Écoutez, il y a une décomposition totale du civisme dans la République, mais ce n'est pas grave pour l'économie” ? Pour un pays, le contrat social commence par le contrat moral. Il arrive un moment où, en tant que citoyen comme en tant que politique, vous devez prendre vos responsabilités quand vous pensez que quelque chose est inacceptable. Je l'ai fait et j'en ai payé le prix, assez élevé. Ma position a boulevé à l'époque beaucoup de mes amis de droite. Aujourd'hui nombre d'entre eux me disent : « François, au fond, tu avais raison. »

Vous pensez donc qu'il n'y a pas le même dévoiement et la même incivilité à gauche ?

Je fais la différence entre la gauche et le PS. Le PS en tant que parti est très loin de ses idéaux : on y fait carrière par l'appareil, c'est la tactique, la ruse et le cynisme qui y sont récompensés, la loyauté et la franchise rejetées. Je ne vise pas les personnes. Je crois François Hollande honnête. Mais le parti en tant que tel a détourné notre pays de la vérité des faits et de la prise de conscience qui nous est si nécessaire.

Pour l'heure, les Français en colère ne se tournent pas vers le centre mais vers le FN...

Je ne crois pas qu'il y ait adhésion au “programme”, s'il en existe vraiment un, du Front national. Et les “solutions” que ce parti propose seraient mortelles pour la France. Mais ce vote est comme une boule qu'on lance dans un jeu de quilles qu'on ne supporte plus.

Le centre devra-t-il renoncer à être représenté à la présidentielle de 2017 ?



ERIC DESCOMBES/UD/SIPA

Opposition Ce qu'il dit de Fillon, Juppé, Borloo et Sarkozy...

Dans notre roman de l'été, André Bercoff prédit que Fillon va quitter l'UMP et créer un nouveau parti avec vous...

Si je me souviens bien, nous avons déjà essayé, avec les “rénovateurs”, il y a vingt-cinq ans ! (Rires.)

Vous l'appellez de vos vœux ?

Je sais très bien que ce n'est pas facile. C'est une épreuve de sauter le pas, de franchir le Rubicon, de prendre des risques. J'ai vécu ces cas de conscience. Mais la situation du pays est telle qu'on ne pourra pas la résoudre sans prendre de risque.

C'est aussi un appel du pied à Juppé, dont vous ne cessez de dire qu'il est formidable ?

Je n'ai jamais utilisé ce superlatif, j'en use très peu. En revanche, si vous me demandez si Alain Juppé est un homme estimable et construit, et avec qui je pourrais travailler, ma réponse est oui.

Il y a deux ans, il était pourtant à la réunion des Amis de Nicolas Sarkozy, que vous ne cessez de brocarder.

Apparemment, il ne s'y rendrait pas aujourd'hui...

Borloo, avec lequel vous avez fondé L'Alternative, avait lui aussi voté pour Nicolas Sarkozy, et prépare apparemment un rapprochement avec lui.

Si c'était vrai, il y aurait là une différence importante entre Jean-Louis Borloo et moi.

Puisque tout le monde peut changer, vous l'avez dit pour Juppé, est-ce que Sarkozy, lui aussi, peut changer ?

Si j'en juge par sa dernière interview télévisée, je n'ai pas eu l'impression du moindre changement.

Bayrou en campagne à Pau. Au niveau national, il juge "la situation si grave" qu'elle mérite des "rassemblements".



► si les sondages annoncent une forte probabilité de présence de Marine Le Pen au second tour au détriment de la droite classique ?

L'idée que l'on pourrait, en agitant le "chiffon rouge" Marine Le Pen, faire en sorte que des expressions nécessaires à l'avenir de la France soient interdites, cette idée-là n'est pas la mienne. Je le dis d'autant plus que je n'ai aucune obsession de 2017. Je crois profondément qu'en 2017, ou avant, il faudra des ententes et des rassemblements pour une reconstruction républicaine. Mais cela ne se fera pas au détriment des valeurs que je crois essentielles pour mon pays.

L'UMP est en pleine tourmente. L'élection de Sarkozy à sa tête ne permettrait-elle pas, selon vous, de la sauver ?

Je lis tous les jours des confidences de Nicolas Sarkozy, officieuses mais faites pour être répétées, qui dit : "On change tout, l'UMP, c'est fini, l'UMP est morte !", et qui félicite ceux des siens qui affirment la même chose...

Si Juppé devenait, d'une manière ou d'une autre, le leader de l'UMP, seriez-vous prêt à le rejoindre ?

Vous sentez bien qu'Alain Juppé lui-même ne veut pas être placé dans une telle situation. Ce dont on a besoin aujourd'hui, c'est d'attitudes de désintéressement personnel. Et cela vaut pour moi aussi évidemment. Je suis très conscient des responsabilités qui sont les nôtres. Celle d'Alain Juppé, la mienne, celle de François Fillon, autant que celle de Manuel Valls, peu importe le camp. La situation est devenue si grave qu'aucune génération politique n'a eu une telle responsabilité depuis très longtemps. En ce qui me concerne, je ferai tout pour favoriser les rassemblements dont la France a besoin.

Ça peut aller jusqu'à un gouvernement d'union nationale ?

Quand il y aura des buts clairs, il faudra effectivement un gouvernement d'union nationale, ou républicaine, ou civique... Appelez cela comme vous voulez. Le bon scénario pour la France, c'est ce qu'il s'est passé en 1957-1958 : la prise

de conscience par le pays que cela ne pouvait pas durer, une pensée dense qui dit "voici ce qu'il faut faire" et la réunion de sensibilités différentes qui s'étaient combattues par le passé et qui décident : "D'accord, nous allons le faire ensemble." C'est plus difficile, mais plus prometteur ! Imaginez qu'il y ait une dissolution. Si elle intervenait avec le mode de scrutin actuel, celle-ci reviendrait à transmettre le pouvoir à l'opposition. Et rien n'aurait été clarifié, rien n'aurait été changé, rien n'aurait été reconstruit. Les mêmes causes produiraient les mêmes effets. Le changement doit être beaucoup plus profond qu'un simple changement de majorité parlementaire. Nous avons à résoudre en même temps la question des institutions, la question de l'action publique, la question du soutien à l'initiative et à l'entreprise, la question d'une nouvelle conception de la solidarité, la question de l'éducation nationale ! C'est d'une nouvelle ère que nous avons besoin.

Vous pensez à des personnalités en particulier ?

Ils ne sont hélas pas très nombreux, les hommes et les femmes de volonté et d'expérience qui peuvent s'asseoir à la même table pour parler de l'avenir de la France.

Il faudra quelqu'un pour prendre l'initiative ou le leadership d'un tel rassemblement. Vous pensez à vous-même ?

Je ne pense pas à moi. C'est une situation historique qui doit nous obliger à nous dépasser nous-mêmes. Mais chacun d'entre nous doit en prendre toute sa part. ● **Propos recueillis par Arnaud Folch et Josée Pochat (avec François-Xavier Doat et Emmanuel Dubarry)**

Idées Valeurs de droite, de gauche et du centre

Pour vous, que sont les valeurs de droite, de gauche et du centre ?

Avant qu'elles ne soient dévoyées, les valeurs de droite, c'était le mérite, l'honneur et une certaine idée de la patrie. Le désintéressement, aussi. "Je donne ma vie" : dans les familles de droite, c'étaient des officiers, des prêtres, qui donnaient leur vie sans considération d'intérêt. Le mérite, enfin : je conquiers à la force du poi-

gnet. C'était ça, les valeurs de droite. Pas l'argent.

Avant qu'elles ne soient dévoyées, elles aussi, les valeurs de gauche, c'était la générosité, la solidarité, le soutien au plus faible, l'égalité des droits. Droite et gauche avaient aussi en commun une certaine définition de la liberté.

Les valeurs du centre, quand elles n'ont pas été dévoyées, c'est la frater-

nalité, la capacité à dépasser les clivages et l'idée que ce qu'il y a de plus important dans la société, c'est la créativité. D'où une grande réticence envers l'État quand il verrouille tout. Et au-delà, l'affirmation qu'un pays va bien quand il sait créer un sentiment de confiance entre les citoyens et le pouvoir, entre l'entreprise et l'État, entre les familles et l'école. La confiance du pays en lui-même et en son sein.

Société



FRANCOIS HASCIMBENI/AFP

Les portables autorisés en prison ?

À peine nommée contrôleur général des lieux de privation de liberté par François Hollande, Adeline Hazan (photo) s'est déclarée favorable à l'autorisation des téléphones portables en prison, pour faciliter « le maintien des liens familiaux » ; les portables y étant déjà nombreux (900 ont été saisis aux Baumettes en 2013), elle estime inutile de les interdire, à condition d'en restreindre l'usage à quelques numéros. Sachant qu'une telle restriction est difficile et que les téléphones mobiles sont massivement utilisés en prison pour organiser des crimes et des délits, voire des évasions, plusieurs syndicats de gardiens de prison estiment que cela ne ferait qu'aggraver les choses. Ancienne députée européenne PS, maire de Reims de 2008 à 2014, Adeline Hazan a présidé le Syndicat de la magistrature de 1986 à 1989.

Université : Toulouse s'en remet au hasard...

Les textes interdisant officiellement la sélection par le niveau ou le mérite, l'université Toulouse-III Paul-Sabatier a dû mettre en place un tirage au sort des candidats à la filière Staps (sciences et techniques des activités physiques et sportives) pour laquelle le nombre de candidats ne cesse d'augmenter. « Nous ne le faisons pas de gaieté de cœur », a reconnu Bertrand Monthubert, président de l'université. Cette année, 600 néobacheliers se partageront 450 places. Une pratique d'autant plus injuste qu'elle élimine un certain nombre de bons candidats, alors que de nombreux admis délaissent les cours au bout de quelques mois.



L'image de la semaine. La collision d'un TER avec un TGV jeudi 17, à Denguin (Pyrénées-Atlantiques), a fait 40 blessés, 13 hospitalisés. Le parquet de Pau a ouvert une enquête judiciaire pour blessures involontaires. Une défaillance de signalisation serait en cause.

37,7 Le chiffre C'est, en jours, la durée moyenne d'attente pour un examen IRM (imagerie par résonance magnétique) en France. C'est près d'une semaine de plus qu'en 2013.

Plaidoyer pour les chrétiens d'Irak

Par une lettre ouverte au président de la République, Bruno Retailleau (photo), sénateur de la Vendée, s'est ému du sort réservé à la minorité chrétienne d'Irak, condamnée à la conversion ou à l'exil, sous peine d'exécution, par les djihadistes de l'État islamique. Il réclame une initiative de la France au Conseil de sécurité de l'Onu. Rachida Dati, Laurent Wauquiez et Jean-Frédéric Poisson se sont aussi mobilisés pour cette cause.



FRANK FERRY/AFP

Il'a dit : "S'il apparaît que des étrangers ont participé aux violences des derniers jours, le gouvernement doit les expulser en urgence."

Guillaume Larrivé, député UMP de l'Yonne, le 21 juillet, sur Twitter.

Le retour des kalachnikovs

Trois nouveaux homicides à Marseille en une semaine. Le 18 juillet, un homme de 24 ans a été tué par balles dans les quartiers nord de la ville. Selon le procureur, la victime, connue des services de police, était soupçonnée d'avoir elle-même commis plusieurs règlements de comptes dans les Bouches-du-Rhône et à Paris. Un nouveau meurtre, à Tarascon, le 21 juillet, porte à 15 le nombre des homicides dans le département depuis le début de l'année.

Algues vertes, la responsabilité de l'État

La cour administrative d'appel de Nantes a reconnu, lundi, la responsabilité de l'État après la mort d'un cheval, intoxiqué par des algues vertes en 2009, sur une plage des Côtes-d'Armor. L'État a été déclaré responsable « en raison de ses carences à mettre en œuvre de manière suffisamment efficace les règles nationales et européennes » sur la protection des eaux « contre les pollutions d'origine agricole ».